

# Domaine Public

# DP

JAA  
1002 Lausanne

30 novembre 1995 - n° 1236  
Hebdomadaire romand  
Trente-deuxième année

## Grands magasins, concentration sans fin

Jelmoli avalé par Globus. Un groupe fortement capitalisé partiellement racheté par une grande entreprise familiale. Des grands magasins qui changent de mains, sans doute bientôt de fournisseurs et de direction. L'opération passe par-dessus la tête des milliers de chères-collaboratrices-et-chers-collaborateurs.

En fait, le sort du personnel compte peu dans les manœuvres qui se déroulent depuis des décennies dans la grande distribution, c'est-à-dire dans les groupes exploitant des magasins à rayons et succursales multiples. L'origine de ces maisons remonte au milieu du siècle dernier, au temps des Boucicaud (alias Mouret dans le *Bonheur des Dames* de Zola), des Ciolina (ancêtres de Jelmoli) ou des Equitables pionniers de Rochdale.

Ce que l'urbanisation avait fait naître, la société de consommation l'a fait exploser: la grande distribution intégrée, avec ses centrales d'achat et ses chaînes de magasins, ne cesse de se développer, entraînant l'unification progressive des enseignes et des assortiments. Rationalisation et rentabilisation obligent, disent les managers, les yeux rivés sur les rendements au mètre carré de surface de vente, sur les marges brutes et nettes, sur les taux de rotation du stock.

Pour survivre dans ces conditions, les commerçants indépendants doivent surfer dans le sillage des grands; rien ne vaut la proximité d'une succursale Migros par exemple, qui attire le chaland. A défaut d'un tel pôle d'attraction, pas de salut pour les indépendants. Voyez les villages, et même les quartiers d'habitation, en voie de désertification commerciale.

C'est que l'évolution des structures dans le secteur de la distribution des biens - et aussi de certains services désormais - se poursuit à un rythme accéléré depuis une bonne trentaine d'années. En Suisse comme dans les pays scandinaves, Finlande en tête, le phénomène a pris une ampleur particulière, en raison de l'essor des coopératives de consommation. Près d'un franc alimentaire sur deux dépensés

dans notre pays tombe dans la caisse des deux grandes fédérations coopératives Coop et Migros. Dans le non alimentaire aussi, elles pèsent lourd; à elles deux, elles détiennent une impressionnante part de marché, de l'ordre de 20%, plus de deux fois supérieure à celle que se partagent tous les grands magasins du pays (Manor/Placette, Globus/ABM, EPA/Unip, Jelmoli, Loeb).

Par définition, le phénomène de concentration affecte les structures du secteur de la distribution, au sein duquel se manifestent des puissances d'achat et des positions dominantes sur le marché qui ont fini par attirer l'attention de la Commission des cartels, - sans effet bien sûr. Mais, en aval, les consommateurs sont également concernés: par l'intégration verticale, qui permet la maîtrise de toute la chaîne de production-distribution ou au moins des achats en gros jusqu'à la revente au détail, et par l'intégration horizontale, qui tend à unifier les méthodes de gestion et d'exploitation; les assortiments se normalisent, les choix se restreignent (surtout par l'abandon de produits réputés obsolètes ou simplement démodés), la diversité n'est plus que celle des marques et des «lignes». Devant le plafonnement des ventes et l'érosion des marges, le grand distributeur finit par limer sur la qualité des marchandises tout en investissant sur leur présentation.

Exactement ce qu'ont fait récemment plusieurs grands magasins romands du groupe Jelmoli... avant de reprendre cette enseigne et juste avant d'offrir à Globus d'un seul coup quatre entrées haut de gamme à Genève (2), Lausanne et Neuchâtel, sur un marché romand que les nouveaux exploitants n'avaient abordé que par ABM, Interio et Office World interposés.

La bataille pour les sites d'implantation, les parts au marché et les marges se poursuit dans la distribution. La concurrence sur les prix devrait profiter aux consommateurs, qui en temps de crise y regardent effectivement de plus près, sauf au moment de calculer le coût réel des achats à l'étranger. YJ

# Le nombre des chômeurs tomberait à 60 000 en l'an 2000

*La prévision de la très officielle Commission pour les questions conjoncturelles a été reçue comme un encouragement optimiste: le chômage se réduirait des 2/3; il n'atteindrait pas, dans sept ans, 2% de la population active. Les prévisions rendent-elles les fous joyeux? Lecture et discussion.*

## REPÈRES

L'étude *Activité rémunérée et chômage*, de la Commission pour les questions conjoncturelles, a été publiée en supplément à *La Vie économique* de novembre 1995.

Le bilan du marché du travail fait apparaître une population active involontairement inoccupée supérieure au nombre des chômeurs inscrits. L'écart est de quelque 30 000. Tous les sans-travail ne s'inscrivent pas au chômage. La commission prévoit d'ailleurs une extension par lassitude de ce renoncement. D'autre part, la loi sur le chômage exige que soit considérée comme chômeur toute personne disponible pour prendre un emploi dans un délai de 30 jours. Les chômeurs en formation, qui n'ont pas cette disponibilité s'ils veulent aller jusqu'au bout de leur cours, ne sont plus considérés comme étant au chômage!

(ag) Dans un tel rapport, on peut être tenté de retenir sélectivement ce qui, au fil des pages, plaît ou irrite. Avant d'en arriver à l'essentiel, c'est-à-dire la méthode de prévision, s'offrir le plaisir d'un relevé de cette lecture d'humeurs.

## Politique salariale

La commission prend le contre-pied de la thèse qui explique le chômage par une politique salariale trop généreuse; elle relève que «les salaires réels ont pratiquement baissé de 1% en moyenne annuelle, de 1992 à 1994». Elle souligne que si les salaires suisses sont un peu plus élevés que les salaires allemands, les charges salariales annexes sont plus faibles, si bien que le coût du travail est, dans ces deux pays, de même niveau.

## Globalisation de l'économie

Il est opportunément rappelé que les grandes multinationales suisses n'ont pas attendu 1990 pour découvrir les avantages de la délocalisation, liés à leur expansion, dont profite l'économie suisse. Plus original, la commission établit que la concurrence des pays à faibles coûts salariaux explique peut-être les difficultés temporaires de secteurs limités, mais elle ne rend pas compte d'un chômage élevé. La commission s'appuie notamment sur une étude récente de l'OCDE qui démontre que «les importations en provenance des pays à bas coût de main-d'œuvre jouent un rôle insignifiant dans les importations globales de l'OCDE».

## Assurance-chômage

Les risques de chômage ne sont pas égaux pour les salariés. En raison de ce constat, l'obligation de cotiser n'était autrefois pas généralisée et les fonctionnaires en étaient exemptés. La commission, dans une suggestion réactionnaire, propose de diminuer les cotisations en fonction des risques!

## La méthode

Les experts ont bâti un modèle, celui du bilan du marché du travail. Il comporte donc les pré-supposés de tout modèle: d'une part, l'élimination des facteurs «dérangeants» (politiques sociologiques, etc...); d'autre part des

hypothèses, dont la fiabilité est discutable, comme la croissance économique supputée ou l'évolution de l'immigration.

Le principe du bilan est simple; c'est une confrontation entre l'offre et la demande.

## L'offre de travail (1995-2000)

Elle dépend, c'est la base, de la démographie. Pas de problème pour la population suisse: il n'y aura pas de fortes années de jeunes entrant sur le marché du travail. Mais il faut tenir compte encore du taux d'activité. Il augmentera pour les femmes, toujours plus nombreuses à exercer un métier. Les étrangers bénéficieront du regroupement familial. Mais les extrapolations prévoient une politique d'immigration fortement restrictive. Enfin, il faut imaginer une poursuite, lente, de la réduction de la durée du travail.

## La demande de travail

Elle dépendra de l'essor conjoncturel. Les experts ont retenu l'hypothèse optimiste: une croissance du P.I.B. de 2,5% par année, à peine freinée en 1996 et 1997 par la force du franc suisse. C'est le point faible du rapport. Il n'analyse pas les taux de croissance antérieurs.

De 1983 à 1990, en huit ans, la Suisse a connu une expansion du P.I.B. particulièrement longue. Postuler un nouveau cycle de croissance de durée équivalente est assez téméraire. De surcroît, on observe en 1985 une pointe de 3,7 qui aboutira au krach boursier de 1987 et une pointe de 3,9 en 1989 qui aboutira à l'éclatement de la bulle spéculative et à la crise actuelle. Enfin, les experts ne s'arrêtent pas à l'état des finances publiques dont l'assainissement va prolonger une politique déflationniste.

## Le socle

Une variante basée sur une croissance moins forte et pourtant soutenue (0,5% par rapport au scénario de base) fait apparaître 128 000 chômeurs.

En fin de compte, c'est l'élévation considérable du socle incompressible qui frappe; ce sera trois ou six fois plus qu'en 1990. Cela ne permet donc pas de faire l'économie d'une réflexion plus profonde. ■

# Gare aux comparaisons hâtives

*Une récente publication présente des informations inédites sur l'organisation, les autorités et les administrations des cantons. Mais la comparaison de ces données n'autorise pas toujours des jugements catégoriques.*

## RÉFÉRENCE

Raimund E. Germann, Katja Weis, *Les administrations cantonales: une vue comparative*, Editions Paul Haupt, Berne.

(jd) Considérés par certains comme des entités historiques dépassées, les cantons sont encore bien vivants. Pour preuve les efforts d'adaptation qu'ils ont entrepris ces dernières années: sept constitutions cantonales entièrement révisées en quinze ans, des réorganisations administratives un peu partout. Mais, paradoxalement, cette diversité d'expériences qui, échangées, pourraient devenir source de richesse, reste largement méconnue: chacun pour soi, tel est le mot d'ordre d'un cantonalisme étouffant le dynamisme du fédéralisme. Qui a déjà tenté de réunir des données sur les cantons dans le but de les comparer sait la difficulté de l'entreprise.

D'où l'intérêt de l'initiative prise par Raimund Germann et Katja Weis, de l'Institut de hautes études en administration publique à Lausanne, de constituer une base de données sur les administrations cantonales, qui sera régulièrement mise à jour. De la composition politique des gouvernements et des parlements aux instruments de démocratie directe, en passant par l'organisation administrative (départements, services, entreprises publiques ou d'économie mixte) et spatiale (districts, communes), les effectifs et les salaires de la fonction publique, le statut des fonctionnaires, la planification financière et les réformes administratives, entre autres, le lecteur curieux peut se déplacer sans peine dans le labyrinthe des diversités et des curiosités cantonales.

Quelques informations glanées au passage:

- Les cinq cantons les plus peuplés (ZH, BE, VD, AG et SG) abritent 53% de la population helvétique, alors que 2% seulement résident dans les moins peuplés (GL, UR, NW, OW et AI).

- Les gouvernements des demi-cantons de Nidwald et Appenzell Rhodes Intérieures comptent 9 magistrats tandis que l'Argovie se contente de 5 conseillers d'Etat.

- L'administration de Nidwald se compose de 13 départements, celle du canton d'Argovie de 7 seulement.

- Si le nombre des communes en Suisse n'a guère varié depuis 1848 – actuellement un peu moins de 3000 – le déplacement de la population est par contre impressionnant. En 1848, 42% des Helvètes résidaient dans des villages de moins de 1000 habitants; en 1990, la même proportion se concentre dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

- En Argovie, canton non universitaire,

40.4% des fonctionnaires exercent leur activité dans le domaine de l'éducation, soit autant que Vaud (41.9%), canton universitaire.

Ce sont bien sûr les données sur les effectifs et les salaires des fonctionnaires qui ont retenu prioritairement l'attention et fait les gros titres de la presse. Genève est sacré champion toutes catégories, que ce soit pour la part des employés cantonaux et communaux à la population active (144 p/mille) ou pour la charge financière du personnel par habitant (7843 francs), suivi de très près par Bâle-Ville. Deux cantons-ville, est-ce un hasard?

De tels tableaux incitent à la comparaison simpliste, brute, qui ne tient pas compte des réalités cachées derrière des catégories apparemment claires. Par exemple, sous la diversité des chiffres, quelle différence de prestations? Derrière la modestie des effectifs, quel usage des prestations des cantons voisins: si Appenzell Rhodes intérieures n'annonce aucun agent public dans le domaine de la santé, c'est bien parce que ses ressortissants vont se faire hospitaliser à Hérissau ou à Saint-Gall; si Zoug peut se flatter de la plus faible densité de fonctionnaires, c'est parce qu'il profite des prestations culturelles et éducatives de Zurich et Lucerne.

La définition du fonctionnaire, par les exclusions qu'elle implique, produit des biais importants: un magistrat de Bâle-Ville a immédiatement relevé qu'au bord du Rhin les employés des transports publics sont fonctionnaires, ce qui n'est pas le cas dans le demi-canton voisin. D'autres cantons confient des tâches d'intérêt public à des organismes privés subventionnés dont le personnel n'est pas imputé à la fonction publique.

On voit la difficulté de procéder à des comparaisons pertinentes. Avant d'établir des classements hâtifs, il faut donc d'abord éliminer tous les facteurs qui biaisent la comparaison. Ensuite seulement on pourra examiner l'efficacité des différentes administrations cantonales.

Notons enfin certaines lacunes – les auteurs les signalent – qui auraient pu être facilement comblées avant publication: on pense par exemple au nombre de présidents de commune à plein temps, inconnu pour Genève. Il en est de même pour des erreurs, évitables en consultant des sources plus actuelles, notamment en ce qui concerne les différents instruments de démocratie directe: en Valais, le référendum législatif obligatoire a été aboli. ■

## Du bon usage

### REPÈRES

Copauto, 10, Rue de Montbrillant, 1201 Genève.  
Tél. 022/740 00 50.  
Fax 022/ 734 95 41.  
Copauto s'est associé avec Nissan et avec les TPG, ainsi que les transports publics Vevey/Montreux (VMCV) pour proposer un Abomobil ou abonnement transports publics/autopartage, annuel.

(vb) Peut-on se partager une voiture à 18 personnes? Oui, à condition d'être discipliné, écologiste, organisé.

L'informatique et l'électronique, qui améliorent le système de réservation et l'accès au véhicule, donneront sans doute un nouvel essor à l'auto-partage, mais on peut prédire qu'il restera marginal, tant il est contraire à l'esprit individualiste et productiviste qui mène le bal en cette fin de siècle. Pour les loisirs, par contre, il semble bien adapté.

Venu du nord de l'Europe, l'auto-partage (en anglais *car sharing*), soutenu par le programme fédéral Energie 2000, vise hardiment un potentiel de 600 000 adhérents en Suisse.

Depuis 3 ans, les trois coopératives suisses d'auto-partage ont passé de 1000 à plus de 6000 adhérents. De 67 véhicules au départ, ce système collectif en a 334 aujourd'hui. 25% des coopérateurs possédaient une voiture; en cours de route, la plupart d'entre eux s'en sont séparés. Ces chiffres montrent que c'est vers les non possesseurs de véhicules que l'auto-partage peut espérer s'étendre. L'argument selon lequel ceux qui font moins de 10 000 km par an ont tout intérêt à être membres d'un tel réseau apparaît douteux. Économiquement correct, il omet d'ajouter: et qui n'utilisent pas de manière régulière leur véhicule.

Le prix du kilomètre, pour une voiture individuelle de classe moyenne, se situe entre 80 et 95 centimes; il est de 72 centimes tout compris pour les *auto-partageurs*. Le *car sharing* devrait permettre de réduire à long terme la consommation d'énergie pour le transport des personnes d'environ 2%.

Un des avantages de ce système est la possibilité de réserver à choix une petite voiture ou une camionnette, selon les besoins du moment. Pour l'Association Transports et Environnement (ATE), qui assume la conduite du projet financé par Energie 2000, le *car*

*sharing* vise bien sûr à réduire l'utilisation de la voiture (en Suisse une voiture est occupée en moyenne par 2 personnes), le plus souvent en combinant l'auto-partage avec ... le vélo ou les transports publics.

Pour être membre d'une coopérative, il faut acheter une part sociale d'au moins mille francs, s'acquitter d'une taxe annuelle et des frais d'utilisation du véhicule (tarif horaire dans lequel tout est compris, essence, entretien du véhicule, frais de parcage etc.)

Les trois coopératives suisses, qui comptent actuellement plus de 200 dépôts de véhicules, assurent que la distance séparant le véhicule du domicile est inférieure à 6 minutes à pied. Le principal inconvénient de l'auto-partage? Il faut réserver la voiture, aller la chercher et la rapporter.

Outre deux coopératives alémaniques, la Suisse romande dispose depuis peu de son réseau d'autopartage, *Copauto*, basé à Genève. Les véhicules sont accessibles à Genève, Vevey, Montreux, Lausanne, Neuchâtel et La-Chaux-de-Fonds.

Peu en mesure de remplacer la voiture individuelle, chargée aussi de symboles affectifs, l'auto-partage apparaît comme une solution de remplacement à la deuxième voiture, pour la femme au foyer, le jeune qui sort en fin de semaine, les retraités. L'usage combiné transports publics/voiture, prôné par les *auto-partageurs*, apparaît quelque peu utopique. «Supposez que vous souhaitiez vous rendre en Alsace. Réservez depuis Nyon, par exemple, une voiture à Bâle. Quoi de plus simple alors que de prendre le train jusqu'à Bâle et de faire le reste du chemin avec le véhicule qui vous y attend», propose *Share Com*. Alors, convaincu? ■

### CONSEIL D'ETAT

## Zurich et les socialistes

(ag) La volonté bourgeoise d'éliminer les socialistes du Conseil d'Etat zurichois retient l'attention. L'UDC deviendrait à Zurich le parti charnière (3 conseillers sur 7). Ce défi à la proportionnelle ne peut être ressenti que comme un durcissement de la droite. Les radicaux zurichois, après avoir rompu avec Blocher pour une affiche indécente, se comportent en suivistes sans pudeur. On peut déplorer leur manque de tenue, mais on s'inquiète de leur absence de vista politique, car si Blocher a su présenter un candidat light, il maintient pleinement son cap.

Cette manœuvre s'est faite sous le couvert du choix de la candidate socialiste. On n'a jamais vu des attaques aussi personnelles, quasi insultantes, dans la presse. On laisse après cela au parti socialiste la possibilité soit de changer de candidat, soit de s'humilier. Il a choisi de présenter quelqu'un d'autre en janvier. Et s'il s'était obstiné, il aurait été facile de prétendre qu'on l'avait averti et d'occuper le siège avec bonne conscience. ■

### Mode d'emploi

Appel téléphonique pour réserver. Un serveur vocal accessible 24 h sur 24 est au bout du fil. Ce serveur transmet à la clef électronique (que chaque coopérateur possède) un code. Il suffit de placer la clef sur l'écouteur du combiné.

Dans la voiture, l'ordinateur de bord vérifie le code de la clef, la réservation, et libère le verrouillage central du véhicule. Chaque coopérateur dispose en outre d'une clef de contact.

Pendant la course, l'ordinateur enregistre les kilomètres. Une équipe de maintenance et de contrôle entretient les véhicules deux fois par semaine et relève les données de l'ordinateur. Le client reçoit un décompte individuel mensuel.

*Après les violents affrontements qui ont marqué le récent défilé militaire à Genève, la guerre se poursuit à coups de communiqués et de prises de position, qui dénoncent la responsabilité de l'autre camp, selon le clivage gauche-droite, maintenant bien rodé au bout du lac. Cet événement, pourtant, révèle plus qu'un simple conflit politique au sujet de l'armée. Deux ébauches d'explication.*

## Genève, après le défilé: La Suisse n'existe pas

(vb) Ben avait raison. Ce qui n'était que provocation d'artiste destinée à animer le stand suisse à l'Expo de Séville a déteint sur la réalité. Depuis les échauffourées qui ont marqué le défilé du mardi 21 novembre, il y a comme une rupture.

Avec, d'un côté, ceux qui ne comprennent pas qu'un régiment d'alarme, destiné à protéger les institutions internationales dans un pays d'armée de milice, suscite une telle contestation et de l'autre, ceux, très jeunes, pour qui tous les uniformes se valent, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs.

Certes, le contexte genevois, historiquement antimilitariste, et l'image de l'armée, vbiement entamée en Suisse romande après le jugement clément d'un officier responsable de la mort d'une recrue expliquent partiellement les violences survenues. Mais encore, l'âge (15-18 ans) et la provenance des manifestants inculpés, tous domiciliés dans le canton, pose des questions.

Pourquoi ces émeutes, qu'on découvrait abasourdi au téléjournal du soir, où rien ne manquait, ni flammes, ni matraques et lances à eau, ni face à face dramatiques, qui rappelaient mai 68, Lôzane bouge ou les grandes manifs zurichoises?

### La dureté des temps

La crise, le chômage, sont passés par là. Tout est devenu beaucoup plus dur. L'avenir de nombre de jeunes s'annonce bouché. Mais surtout, la Suisse n'est définitivement plus cet îlot protégé au cœur de l'Europe qui a forgé son mythe, son Sonderfall, ce qui nous valait le regard à la fois envieux et méprisant de nos voisins. Ces émeutes nous disent que les particularismes (socio-économiques) suisses n'existent plus.

Les images reçues chaque soir dans nos foyers, relayées par les satellites, n'ont pas de frontières. La guerre était en Bosnie, elle continue ailleurs. Les militaires sont des militaires, partout. On est portés à penser ce qui se passe en Suisse dans les termes du monde qui nous entoure. Peu importe que l'armée soit ici celle d'un pays neutre, d'un pays riche (encore). Les contextes particuliers s'effacent devant la globalisation du sens. Pourquoi la conscience collective échapperait-elle à ce qui se passe au niveau des marchés financiers?

Pour revenir aux émeutes genevoises, depuis des jours, la presse annonçait: défilé à haut risque, cordon de sécurité bétonné. Comme

pour un état de siège... Nul ne pouvait ignorer l'effet d'entraînement de tout le processus, qui s'est finalement déroulé comme une catharsis attendue. Les autorités ont donné à des jeunes en mal de valeurs, issus d'une génération où aujourd'hui certains font la loi à la maison, une formidable raison de vomir tout ce qui représente le monde adulte ■

## Apprends-moi à croire en quelque chose

(sb) Les événements genevois ont laissé un goût amer d'incompréhension. Pourquoi s'affronter pour un défilé militaire, dans un pays où est banalisé le credo «chaque citoyen naît soldat»? La réaction simpliste, qui a dominé dans les discussions sur les émeutes, mettait l'accent sur le défoulement. Mais alors, la cible avait-elle été choisie par hasard?

On peut regarder les émeutes comme un événement révélateur d'un malaise plus largement partagé. Pour tenter de comprendre, attardons-nous sur le phénomène GSsA, non pour le rendre responsable de la violence, mais comme émergence d'une mouvance sociale. Qu'incarne-t-il pour mobiliser une partie de la jeunesse? Notre société est orientée vers une forme de narcissisme. Tout converge vers la quête d'une réalisation de soi. C'est elle qui cultive cette tendance à une sorte de perfection (cf la mode «techno» par exemple) dans l'attitude du consommateur idéal, qui ne se préoccupe que du dernier cri, tout en ignorant toute vision de société. Souvenons-nous de la fin des années 80: cette période a marqué la vision du monde des jeunes d'aujourd'hui. C'est le temps de la destruction des valeurs et des idéaux, qui aboutit à un pragmatisme qui touche toute la vie sociale. Du point de vue d'un jeune, cela signifie que tout devient «sûr», tout est immobile parce que non critiquable. «La fin de l'histoire» postule que notre société vit dans le meilleur des mondes possibles. Pourquoi alors changer quelque chose? La chute du mur et la crise économique conjugués ont eu pour effet de rendre toute utopie ou idéal non pas inutile mais ridicule. Néanmoins, les jeunes ont besoin d'une vision exemplaire ou idéaliste pour concevoir l'avenir, comme cela est exprimé par un tube actuellement populaire: *Teach me how to believe in something* (apprends moi à croire en quelque chose) Ainsi peut s'expliquer la force des nouveaux mouvements sociaux comme le GSsA, qui prône en premier lieu une société sans violence et démilitarisée. ■

### IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédactrice:

Valérie Bory (vb)

Ont également collaboré à ce numéro:

Sonja Bättig (sb)

Lorette Coen (lc)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Jean-Pierre Ghelfi

Composition et maquette:

Valérie Bory,

Françoise Gavillet

Secrétariat: Murielle Gay-

Crosier Marciano,

Administrateur-délégué:

Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et

Métiers SA, Renens

Abonnement annuel:

85 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1

case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone:

021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

CCP: 10-15527-9

L'INVITÉ DE DP

# Ni si rationnel, ni si raisonnable

*C'est une belle théorie, très séduisante: les marchés financiers gardiens d'un bon ordre dans la vie publique, sanctionnant les politiques qui pèchent par manque de cohérence. Les marchés financiers sont pourtant loin de se comporter de manière aussi rationnelle.*

**JEAN-PIERRE GHELFI**  
économiste

Les marchés financiers obligent les gouvernements à opter pour des politiques budgétaires équilibrées, ou du moins pas trop déficitaires. Au cas où ils ne veulent pas se plier aux indications fournies par les marchés, ces derniers les sanctionnent en se détournant de leur monnaie, ce qui se traduit cumulativement par une baisse de son cours et par une hausse des taux d'intérêt.

Les marchés financiers se comportent comme des électeurs qui approuvent ou désapprouvent la politique gouvernementale. A cette différence près que les premiers votent tous les jours, alors que les seconds ne le font qu'épisodiquement. A cette autre différence près que les gouvernements peuvent difficilement ne pas tenir compte des comportements des marchés, alors qu'ils craignent moins de prendre quelques libertés avec les votes du corps électoral.

Au fond, les marchés financiers perfectionnent la démocratie en y introduisant le référendum permanent, même dans les pays qui ne connaissent pas cette institution!

Comment ne pas succomber aux charmes d'une telle argumentation? Il n'y a rien de plus néfaste, en effet, que d'avoir des dirigeants dépensiers, qui pensent plus au présent qu'à l'avenir, à leur gloire personnelle qu'au bien commun.

Le seul – petit – problème est de savoir si les choses se passent réellement ainsi, si la pratique confirme l'explication.

On peut admettre qu'en 1992 et 1993, les marchés financiers ont eu raison de jouer plusieurs monnaies européennes à la baisse. Les écarts accumulés de taux d'inflation et de performances économiques entre plusieurs des pays participant au système monétaire européen (SME) impliquaient de procéder à des réajustements des cours des monnaies.

Par ignorance ou bêtise, les gouvernements n'ont rien voulu voir ni savoir. La spéculation, comme on dit, s'est mise de la partie et n'a pas lâché son os. Des ministres ont crié au scandale, montrant du doigt des financiers irresponsables qui dictent leur loi.

Il paraît aussi défendable de considérer que les promesses contradictoires du candidat Chirac et les premières décisions du gouvernement Juppé n'avaient rien pour rassurer les marchés financiers. Elles manquaient pour le moins de lisibilité. Pas facile, en effet, de concilier lutte contre le chômage, lutte contre la fracture sociale et lutte contre les déficits publics. Pas facile surtout de convaincre les marchés de la cohérence de cette trilogie. Il en est

résulté un franc bousculé et une Banque de France gardant le pied sur les freins. Ce qui a obligé le président français à clarifier ses options. Décision, on peut l'imaginer, qu'il a dû avoir de la peine à prendre. Quelle déchéance de ne plus pouvoir dire comme de Gaulle: «L'intendance suivra».

Ces deux exemples montrent, ou du moins semblent montrer, que les marchés financiers ont un rôle plutôt positif lorsqu'il s'agit de remettre à l'ordre ceux qui veulent n'en faire qu'à leur tête.

Les marchés financiers sont cependant loin de se comporter toujours de manière aussi rationnelle.

- Pourquoi, par exemple, le franc suisse est-il durablement surévalué, et le dollar sous-évalué? On trouve sans doute des explications. Mais, précisément, au lieu d'une explication, il y a des explications, qui sont loin d'être cohérentes entre elles et qui sont souvent tortueuses.

- La chute du peso mexicain, à la fin de l'année dernière, a provoqué une onde de choc totalement disproportionnée puisqu'elle a touché la quasi-totalité des marchés dits émergents et qu'elle s'est même répercutée sur les parités des monnaies des pays développés. Le Mexique a perdu en quelques jours une part importante de sa richesse difficilement accumulée au cours des années précédentes et, en Europe, l'expansion qu'on prévoyait bonne pour cette année s'est progressivement essouffée.

- L'excitation autour de la création de la monnaie unique européenne est tout aussi irrationnelle, si l'on considère que tout le monde aurait intérêt à disposer d'une vaste zone de stabilité monétaire. Or les perturbations actuelles, dont les spécialistes prévoient qu'elles s'amplifieront au fur et à mesure qu'on se rapprochera de l'échéance fixée, pourraient avoir pour conséquence de faire capoter le projet.

- L'indice Dow Jones de la bourse de New York a franchi la barre de 5000 points. La valeur de la capitalisation boursière de Wall Street a augmenté de 30% depuis le début de l'année et elle représente les trois quarts du produit intérieur brut des Etats-Unis. Manifestement, une nouvelle bulle financière est en train de gonfler. N'empêche que celui qui a des capitaux à placer doit participer au «rallye» tant que la pente est ascendante. Et espérer en sortir juste avant que le mouvement s'inverse.

C'est ainsi. Sans doute! Mais ça ne paraît ni rationnel ni raisonnable. Le prochain krach de Wall Street nous le rappellera. ■

## Des intérêts communs

(jg) Les commentateurs soulignent volontiers l'écart entre le Blocher anti-européen, replié sur la patrie et le patron d'Ems Chemie, entreprise exportatrice, orientée sur le grand large. Et si justement il n'y avait pas contradiction, mais plutôt une rencontre assez fine entre les valeurs traditionnelles du parlementaire zurichois et une analyse économique froide et sans émotions. Essayons de dresser quelques balises, largement construites par Carole Lambelet, ancienne journaliste à *L'Hebdo*, à laquelle nous devons les réflexions ci-dessous. Rendons à César...

Nos grandes entreprises investissent surtout hors de Suisse, ce n'est pas nouveau, sans les Suisses. On préfère former les cadres trouvés sur place plutôt que d'exporter une armada de directeurs helvètes, un comportement, lui, nettement plus neuf. Les investissements se font près des marchés, non pas tellement pour bénéficier d'une main-d'œuvre moins chère que pour profiter d'une proximité physique et, sans doute, plus encore, culturelle, d'où l'importance du recours aux cadres locaux.

### La qualité n'a plus de frontières

Pour les unités de production restées en Suisse, l'approvisionnement se fait de plus en plus à l'étranger. Le facteur coût joue ici à plein. À quoi bon acheter sur le marché suisse si l'on trouve, à qualité égale, moins cher ailleurs? Les progrès dans la gestion de la qualité sont considérables un peu partout; ce n'est plus une spécialité suisse. Un fournisseur qui peut s'adosser à un marché national important ou au marché communautaire bénéficiera d'un effet de taille qui l'avantagera face à son concurrent helvétique. Le niveau du franc suisse est un facteur sensible, bien sûr, mais pas autant que l'on veut bien le dire!

Pour les petites entreprises suisses la bataille se conduit sur deux fronts: elles deviennent trop chères pour travailler comme sous-traitants des firmes globales, et elles sont concurrencées durement par les produits réimportés en Suisse par nos grandes sociétés. Ce problème est peu perçu en Suisse romande, où le tissu industriel est à la fois peu serré et composé d'entreprises souvent exportatrices de produits à forte valeur ajoutée (horlogerie).

### Un isolement payant

Le monde de la finance tire le plus grand profit de l'isolement de la Suisse. De grandes masses de capitaux flottants, dont les détenteurs manquent de confiance face à la construction de l'Europe et à la perspective de la

monnaie unique, se réfugient dans notre pays. Ils contribuent à la hausse de notre monnaie et à la prospérité du secteur de la haute finance acrobatique, que nous opposerons au travail de financement industriel et commercial, de plus en plus délaissé par les banquiers.

Le monde financier suisse, qui profite de l'*alleingang* est, en tout cas pour l'instant, l'allié objectif des *petits* qui travaillent sur le marché intérieur. Le patron d'Ems Chemie n'a sans doute pas vraiment besoin de l'Europe. Son entreprise est sur un marché mondial; l'important, c'est le GATT. Christoph Blocher, actionnaire de BZ Bank, avec son âme damnée, Martin Ebner, virtuose des produits financiers, a tout intérêt à l'isolement de la Suisse. Voilà comment les intérêts d'un tribun charismatique, d'un patriote traditionnel et d'un financier dissimulé sous l'apparence d'un industriel finissent par se rencontrer. Cette trinité qui n'a rien de sainte est rassemblée en un seul personnage. ■

### Principales industries d'exportation

Parts en % du total

Année	Machines, métaux, électronique	Horlogerie	Chimie
1991	44,7	7,8	21,7
1992	43,5	8,0	23,1
1993	41,7	8,1	24,0
1994	42,4	8,3	24,5

## Médias

Pour son 5<sup>e</sup> anniversaire, le *Courrier international* a publié une édition spéciale avec 200 journaux de référence. Pour la Suisse, il y a *Le Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne*, *Le Nouveau Quotidien*, la *Neue Zürcher Zeitung*, le *Tages Anzeiger* et *L'Hebdo*. Ne pas se tromper: *Tell* est un hebdomadaire contestataire du Nigeria.

La Communauté des radios publiques de langue française a mis en chantier un projet de huit heures d'émissions sur le centenaire de la radio, une coproduction.

La presse des régions françaises voisines s'est regroupée dans le groupe PAJ (Presse Alpes-Jura) comprenant cinq périodiques: *Le Pays Gessien*, à Gex, *La Tribune républicaine*, à Bellegarde, *Le Messenger*, à Thonon, *L'Essor savoyard*, à Annecy et *La Savoie*, à Chambéry.

*Civitas*, revue des Etudiants portant couleur de La Société des étudiants suisses, (catholiques) publie dans son numéro de novembre un dossier. Il s'agit de textes sur l'extrémisme de droite, le fondamentalisme et le catholicisme. Un article de Claude Cantini est consacré à l'extrême-droite.

## Rectificatif

Les lecteurs avertis auront rectifié d'eux mêmes. Précisons cependant que *La Sentinelle* annonçant la mort de Charles Naine était datée du 29 décembre 1926 (et non de 1912, comme cela a été imprimé par erreur (DP 1235).

# L'avenir est rouge

## REPÈRES

Voir dans *Le Monde* du 2 juin 1995 l'article d'Alain Finkielkraut, «L'imposture Kusturica», et la réponse du cinéaste, «Mon imposture», dans l'édition du 26 octobre 1995, ainsi que les articles qui lui sont consacrés dans les pages culturelles du même numéro.

(lc) La guerre, où se tient-elle? Dedans et dessous. L'intérieur de chaque cœur n'est qu'explosions et salves; sous terre, le feu bourronne continuellement. Or Emir Kusturica, cinéaste sarajévien, a choisi de filmer les flammes en face, de montrer l'ardeur qui couve en sous-sol et les ravages en surface, puis l'embrassement général. De raconter l'homme, joyeusement absorbé par la guerre, qui se détourne du fils auquel il n'a rien appris, et comment le fils livré à lui-même se noie. Comment l'homme obscurci, errant, allume incendie sur incendie et comment, son avenir disparu, son passé brûlé, il laisse se consumer ce qu'il aime. Comment la faille s'est creusée, comment un morceau de terre s'est détaché du monde et, tandis que les gens, inconscients, étaient à la noce, comment un pays, la Yougoslavie, s'en est allée.

## Un abîme sans fond

*Underground* déroule sur un demi-siècle, de l'invasion allemande à la guerre en Bosnie, les vicissitudes de Blacky et Marko, noceurs et paillards, qui simultanément nourrissent amitié et rivalité extrêmes, font preuve d'héroïsme et de gangstérisme, se conduisent en traîtres et résistants. Ils se disputent une vedette de théâtre; de toutes façons, elle est à vendre et se ralliera au plus puissant, Marko, devenu poète officiel, dignitaire du régime communiste qui, par le mensonge – en d'autres mots, par la mise en scène – tiendra Blacky en son pouvoir, enfoui en sous-sol. Vingt ans passent. L'un remonte à la surface, l'autre descend aux enfers; ils finissent par se partager la même besogne de mort: Marko trafique des armes, Blacky répand le feu et le sang. Au nom de quoi? Au nom du pays, est-il répondu sobrement. Et lorsque l'innocent en vient à tuer son propre frère, l'abîme de la barbarie se trouve creusé définitivement; il est sans fond.

## Le relief de l'actualité

Compte-rendu du brasier balkanique recouvert mais jamais éteint durant les années titistes? Oui, mais le film d'Emir Kusturica répond à une ambition plus immense encore, proprement insupportable: ni raconter, ni expliquer, ni dénoncer mais imposer l'histoire. Celle dont on se détourne de toutes ses forces, celle sur laquelle on ferme des yeux habitués à convertir en anodin l'insoutenable. Et voici que de simples extraits d'actualités télévisées, mis en perspective, prennent un relief terrible. Des images que le monde entier a vues et continue de revoir, les funérailles de Tito hier comme celles de Ytzhak Rabin aujourd'hui. Un train traverse

la Yougoslavie, il transporte la dépouille mortelle de ville en ville: Belgrade, Zagreb... Les dignitaires figés devant le cercueil, les figures invariables de notre sanglante actualité – Hafez El Assad, le roi de Jordanie, Margareth Thatcher, Helmut Kohl, Yasser Arafat – et un peuple qui, croyant verser des larmes sur son passé, pleure son avenir. Tous réunis dans le même rituel, les responsables et leurs complices, les victimes de demain.

A côté du torrent des discours acharnés à traduire l'intraduisible, à réduire l'irréductible, à côté des tentatives partisans de mesurer le carnage et d'en redistribuer les fautes, voici un artiste occupé à son travail: désigner l'inextricable sans vouloir le dénouer à toute force; souligner la complexité des êtres, ambivalents, multiples, capables de tous les retournements. Un artiste qui souffle puissamment sur cette matière brûlante, le malheur de tous, jusqu'à la faire rougeoier et que sa morsure, enfin, nous atteigne tous.

## Volonté de destruction

Ayant pris le risque de laisser monter la lave du volcan, Emir Kusturica, qui ne se réclame d'aucun clan, affronte la volonté de destruction qu'une telle œuvre ne peut manquer de susciter. Primé à Cannes, honoré à Belgrade mais honni, semble-t-il, dans sa propre ville, il fait l'objet, par pages du *Monde* interposées, d'une virulente querelle. Accusé d'imposture, de bellicisme et de propagande serbe par Alain Finkielkraut, suivi avec délices par une certaine intelligentsia française. Au parti pris d'éclairer d'une lumière trop vive, répond, de manière prévisible, l'impossibilité et le refus de voir. C'est ainsi que la guerre continue.

La drôle de paix aujourd'hui signée entre Croates, Serbes et Bosniaques ne signifie pas autre chose: dans la complicité générale, les monstres, ni jugés, ni condamnés, rentrent provisoirement sous terre. Immanquablement, ils en ressortiront. N'était-ce pas ce que, d'avance, il fallait démontrer? n

## En bref

C'est la faute aux élus si le PDC lucernois a subi une défaite électorale (DP 1232). Lors du déballage post-électoral, un «syndic» a critiqué le fait que les deux conseillères nationales du PDC ont voté au moins le 50% des propositions socialistes. Judith Stamm a alors prouvé qu'elles avaient presque toujours voté avec le PDC. Traditionnalistes du PDC et de l'UDC même combat!